

Espagne. Chasse aux symboles de la dictature franquiste

Rues, monuments, inscriptions : des dizaines de symboles rendent hommage, encore aujourd'hui, au dictateur Franco. Les recours devant la justice se multiplient pour obtenir leur retrait.

La statue de Franco à Melilla, enclave espagnole au Maroc. Visée par la plainte d'Eduardo Ranz, la mairie a toujours refusé de retirer la statue, jugeant qu'elle honorait le militaire et non le dictateur...



Photo AFP

Presque 40 ans après sa mort, Franco hante encore l'Espagne. Des dizaines de symboles - monuments, statues, plaques commémoratives - rendant hommage au dictateur, sont dans le viseur d'associations et de familles de victimes qui ont décidé de saisir la justice.

« Il est inimaginable de voir une statue du Führer en Allemagne ou du Duce en Italie. En Espagne, il y a encore une statue de Franco », s'insurge Eduardo Ranz. Le jeune avocat a déposé une plainte, le 11 février dernier, à l'encontre de 38 maires, y compris à Madrid, afin d'obtenir le retrait de 86 symboles de la dictature franquiste (1939-1975). Une autre série de plaintes devrait suivre le 14 avril, concernant cette fois les écoles religieuses et les établissements de l'Église catholique, dont la

hiérarchie était liée au régime. L'objectif est de « rendre leur dignité aux victimes du franquisme, de cesser de nous humilier comme pays », explique l'avocat. Au nom d'une loi d'amnistie de 1977, adoptée pendant la période dite de « transition » vers la démocratie, l'Espagne a toujours refusé de lever le voile sur les plus sombres épisodes de son histoire contemporaine, afin d'éviter que ses citoyens ne se déchirent encore.

Tombe pharaonique

Une politique qui a débouché sur des paradoxes incroyables : « Par exemple que les victimes du franquisme payent avec leurs impôts l'entretien de la tombe du dictateur », dénonce Emilio Silva, président de l'Association pour la récupération de la mémoire historique. À quelque 800

mètres de la résidence madrilène du gouvernement, l'Arc de la Victoire, haut de quelque 50 mètres et construit par Franco à la gloire de ses troupes, est un autre « exemple édifiant ».

Eduardo Sanz dénonce aussi la Plaza del Caudillo au Pardo où Franco résidait, ou encore sa statue dédiée à Melilla, enclave espagnole au Maroc. Pour le juriste, ces symboles enfreignent la loi sur la mémoire historique de 2007, qui dispose pourtant que les administrations publiques doivent prendre les mesures nécessaires pour retirer ces symboles.

Pour l'heure, le débat a été enterré par la crise, mais selon certains spécialistes, si le jeune parti de gauche Podemos, qui n'a pas connu la transition, arrive au pouvoir, le débat pourrait revenir à l'agenda politique.